

# **Le projet Darcos-Sarkozy : la casse organisée du lycée public de qualité**

Le Président Sarkozy et Xavier Darcos poursuivent leur casse du Service National Public d'Enseignement. A présent c'est le lycée pour la rentrée de septembre 2009.

## **Dégraissage du volume horaire**

Vingt-sept heures hebdomadaires pour tous, de la seconde à la terminale, pour tous les lycéens des filières générales. Au lieu des vingt-huit à trente-cinq heures de cours actuellement. Soit environ 5h30 par jour, du lundi au vendredi. Les syndicats considèrent comme « inadmissible » un tel allègement des emplois du temps qui vise à réduire le nombre d'enseignants et à faire des économies budgétaires. Xavier Darcos ne le nie pas : » si l'on peut en même temps réformer et réduire les coûts... « .

C'est la poursuite du désengagement de l'Etat par la casse du service public. Moins d'heures de cours, c'est moins d'Etat, moins de Service public, moins d'impôts sur les profits. C'est donc peu à peu remise en cause du principe d'égalité juridique des Français devant l'instruction qui avait été démarré pour le niveau de l'école élémentaire avec les lois de Jules Ferry en 1881-86.

## **Instruction au rabais dès la Seconde**

En seconde, le temps hebdomadaire réduit comporterait un tronc commun : 60% des cours, soit environ 16 heures. C'est le nivellement par le bas ou la caricature de l'égalitarisme, puisque ce tronc commun se limiterait à un enseignement des lettres, des mathématiques, de l'histoire-géographie, de deux langues vivantes et du port. Finie l'ouverture d'esprit

scientifique avec les sciences naturelles et la physique-chimie ! 25% du temps seraient consacrés à des modules » exploratoires » et 15% aux modules » d'accompagnement « .

Ensuite, c'est la fin des filières, la fin des mathématiques obligatoires. Les élèves de première et de terminale suivraient un tronc commun (45%), des modules exploratoires (45%) et des modules d'accompagnement (10%).

L'histoire-géographie et les mathématiques disparaîtraient du tronc commun, mais pas la philosophie qui pourra être débütée (en option) dès la première. Un élève pourrait donc ne plus faire de mathématiques après la seconde!

Quant aux filières scientifique (S), économique et sociale (ES) et littéraire (L), elles disparaîtraient. Elles seraient relayées par quatre « dominantes » (humanité et arts, sciences, sciences de la société, technologie) grâce au principe des modules (dont le droit, une autre nouveauté) interchangeables en cours d'année.

Xavier Darcos ose déclarer que » La réforme se veut au service des élèves, elle n'est pas motivée par des questions budgétaires « ...

## **Casse du lycée public pour développer le lycée privé**

En effet rien n'interdira aux lycées privés (religieux ou entreprises) d'ajouter des heures supplémentaires, puisque ce sont les parents qui paient. L'inégalité par l'argent serait alors le principe régissant la formation initiale de la jeunesse en France. Mais aussi en Europe, puisque la privatisation de l'enseignement est une orientation européenne et de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), présidée par Pascal Lamy. Le modèle, ce sont les Etats-Unis. Pas d'argent : un enseignement au rabais dans le public dégradé. De l'argent : enseignement sérieux dans des établissements privés, religieux ou non. Et sans formation de qualité dans le niveau lycée, pas d'espoir de passer dans le niveau suivant qu'est l'Enseignement supérieur.

On comprend mieux à présent pourquoi la loi Pécresse–Sarkozy met en place dix universités, » dix pôles d'excellence « , et massacre les 75 autres universités : c'est la fin de l'entonnoir sélectif qui est amorcé au lycée et même avant.

En somme la Droite applique cyniquement sa logique de classe, à savoir le droit à la différence sociale via la sélection par l'argent, en jetant à la poubelle le principe républicain d'Ecole obligatoire, donc gratuite, donc laïque, donc publique. Au contraire une démarche de progrès social exige d'étendre ce principe républicain à tout l'ensemble du Service National Public d'Enseignement (SNPE), c'est à dire de l'Ecole maternelle à l'Enseignement supérieur, via le Lycée. Faut-il encore défendre le principe de l'égalitarisme juridique au niveau de l'Etat-nation ! En effet la régionalisation de l'enseignement public créerait des différences pour les élèves entre les Régions. Au passage on voit les dangers que font peser les revendications régionalistes sur l'égalité juridique en matière d'instruction pour tous les élèves et surtout pour ceux issus des classes salariales. Ces revendications, si elles ne sont pas étudiées en fonction de la démocratie sociale, peuvent aider à la casse du SNPE.

## **Fabriquer une main d'œuvre standardisée utilisable dans le monde entier**

Autre aspect de la » casse Darcos-Sarkozy « du lycée : effacer les repères historiques dans la formation des scientifiques. Pourquoi ? Parce que la bourgeoisie cosmopolite d'un capitalisme mondialisé a besoin de standardiser la force de travail afin de pouvoir la faire circuler d'une filiale à une autre filiale dans ses groupes mondialisés. Par conséquent il ne faut pas que cette main d'œuvre de chercheurs, d'ingénieurs, des cadres et de techniciens supérieurs soit façonnée par des façons de penser, d'agir, de sentir et de se comporter héritées de traditions historiques nationales. La bourgeoisie cosmopolite a besoin de bons petits salariés standardisés, donc qui parlent l'anglais et qui acceptent de

» bouger » dans toutes les parties du monde, en fonction des intérêts et des migrations des filiales des groupes transnationaux. En somme lisser les appartenances nationales des chercheurs, ingénieurs, techniciens et cadres, c'est faire des économies d'échelles sur la formation de cette force de travail d'avenir en supprimant les coûts relatifs aux histoires nationales, voire régionales que perpétuent l'enseignement de l'histoire, de l'histoire littéraire et artistique. C'est par exemple la vocation de la » littérature mondialiste » qui se charge de remplacer les littératures nationales étrangères. En somme c'est la poursuite de la marchandisation de la force de travail.

Enfin, on est bien obligé de se souvenir que retirer l'enseignement de l'histoire est le propre des régimes politiques autoritaires. Comme supprimer les sciences économiques et sociales pour préserver l'idéologie de la libre entreprise et du marché de toute approche critique. Comme retirer les sciences naturelles, la physique-chimie et les mathématiques pour une grande partie des élèves conduit à développer l'obscurantisme et l'irrationnel sur lesquels ne peuvent que croître tous les communautarismes religieux et/ou ethniques si utiles à la domination de la bourgeoisie cosmopolite sur les autres classes sociales, salariés ou travailleurs indépendants, petits patrons.

Toute perspective progressiste se doit de prendre en compte ces enjeux autour de la » casse du lycée public de qualité » et contre la sélection par l'argent en matière d'instruction.

**Pierre Baracca**